

# Congrès mondial des chambres de commerce: Maria Fernanda Garza: «Le multilatéralisme n'est pas une option»

*Julien de Weck*

7-9 minutes

---

**Organisé tous les deux ans sur un continent différent, le Congrès mondial des chambres de commerce se tiendra à Genève du 21 au 23 juin 2023. Le point avec sa présidente.**



Publié: 19.06.2023, 16h00





Maria Fernanda Garza estime que la justice, l'intégrité et le respect de l'État de droit forment un axe essentiel pour que les entreprises puissent se développer et demeurer compétitives.

DR

Genève accueillera du 21 au 23 juin 2023 le Congrès mondial des chambres du commerce à Palexpo. Cette organisation, créée en 1919, est le représentant institutionnel de plus de 45 millions d'entreprises à travers le globe. Sa présidente, l'entrepreneure mexicaine Maria Fernanda Garza, rappelle l'importance du multilatéralisme, thématique phare du sommet à Genève, en ces temps troublés.

Le congrès de Genève est placé sous le signe du "multilatéralisme au service de la paix et de la prospérité". Un vœu pieux au regard d'un monde qui se fragmente?

**Maria Fernanda Garza:** Les échanges font partie de l'histoire de l'humanité. Ils nous font progresser en tant que société et nous rassemblent, qu'importent nos différences culturelles ou religieuses. Il est clair que nous vivons une période trouble, avec l'impression d'un retour en arrière, mais je crois sincèrement qu'il s'agit d'une parenthèse dans la marche de l'histoire.

Le multilatéralisme a obtenu des résultats tangibles, avec le maintien de la paix en Occident pendant plus d'un demi-siècle, dans une région qui a connu de nombreuses confrontations, historiquement déclenchées par des raisons commerciales ou

économiques. La course aux armements durant cette période a été limitée, la promotion des droits humains renforcée. Il a également permis d'éradiquer la variole ou de développer en un temps record des vaccins contre le Covid 19. De mon point de vue, le multilatéralisme n'est pas une option. C'est dans cette voie que nous devons agir, même si les circonstances actuelles ne sont pas favorables.

«Notre mission est de faire en sorte que les entreprises fonctionnent pour tout le monde, partout, tous les jours, quelle que soit la situation politique du pays.»

Maria Fernanda Garza, présidente du Congrès mondial des chambres du commerce

Comment l'ICC parvient-elle à maintenir une position apolitique dans une période de l'histoire éminemment politique?

Bien que le repli sur soi et les politiques nationalistes et populistes se répandent dans diverses parties du monde, notre vision reste la même. La Chambre Internationale du Commerce (CIC) promeut un système d'échanges mondial ouvert, garant de la paix. Nous visons à favoriser un dialogue respectueux et constructif avec les gouvernements locaux par l'intermédiaire de nos comités nationaux. Notre mission est de faire en sorte que les entreprises fonctionnent pour tout le monde, partout, tous les jours, quelle que soit la situation politique du pays.

Avec la guerre en Ukraine, la responsabilité morale des entreprises a pris l'ascendant sur leurs responsabilités financières. Comment percevez-vous cette évolution?

Il s'agit d'arbitrages extrêmement complexes. In fine, la décision finale doit être la moins dommageable pour le plus grand nombre.

Prenez les grands employeurs: ils ont une responsabilité sociale à l'égard des collaborateurs et de leurs familles. Idem pour les acteurs de l'alimentation ou de la pharma, qui répondent à des besoins essentiels de la population. C'est pourquoi nous élaborons actuellement des lignes directrices à l'intention des entreprises afin qu'elles prennent ces décisions morales de la bonne manière. De nombreux paramètres entrent en ligne de compte, car il arrive que l'on mette en danger d'autres êtres humains en prenant des décisions qui, à première vue, semblent logiques.

«Nous maintenons le dialogue avec le milieu des affaires russe.»  
Maria Fernanda Garza, présidente du Congrès mondial des  
chambres du commerce

Entretenez-vous encore des liens avec la Chambre de commerce de la Fédération de Russie?

Non, le comité national opérationnel a été suspendu en raison de la situation actuelle, mais nous maintenons le dialogue avec le milieu des affaires russe, notamment en lui fournissant des outils et les lignes directrices dont les entreprises ont besoin pour mener à bien leurs activités.

Vous avez été coordinatrice régionale de la CIC pour les Amériques. Que vous a apporté cette expérience en tant qu'entrepreneure?

Tout d'abord, cela m'a permis de mieux appréhender les nombreux défis que les entreprises, la communauté des affaires, doivent relever dans chacun des pays et de réaliser qu'ils ne sont pas si différents de ceux auxquels j'ai été confrontée au Mexique. À cette époque, nous avons notamment fait le lien entre les

gouvernements et nos entreprises sur des questions essentielles pour la région, comme l'intégrité, la lutte contre la corruption ou encore la bonne gouvernance.

Ces dysfonctionnements rendent l'économie inefficace et les entreprises improductives, ce qui explique les difficultés de la région à exprimer son plein potentiel. La question des inégalités en Amérique est centrale. Grâce au réseau de chambres, nous avons pu notamment bénéficier des bonnes pratiques anticorruptions des Pays-Bas, mais également de l'Albanie qui a su impliquer l'économie privée et le gouvernement pour lutter contre la corruption. Cette dernière, qui est endémique dans mon pays, m'a beaucoup frustrée en tant qu'entrepreneure.

D'un point de vue professionnel, ce mandat m'a également apporté une connaissance approfondie d'autres marchés, ce qui a permis à mon entreprise de s'y développer, grâce notamment aux contacts que j'y ai noués.

Quelles sont les priorités de votre mandat à la présidence de la CIC ?

L'organisation s'appuie sur plusieurs piliers stratégiques. Faciliter le commerce mondial bien sûr, d'où la thématique du multilatéralisme mise en exergue lors du congrès de Genève, mais également la promotion de l'accès à la justice, l'intégrité et le respect de l'État de droit. Cet axe est absolument essentiel pour que les entreprises puissent se développer et demeurer compétitives. Nous travaillons également à l'élaboration d'une économie interopérable et numérique. Enfin, la CIC promeut l'accélération de la durabilité au sein des agents économiques.

## La Suisse, bastion du multilatéralisme

Organisé tous les deux ans sur un continent différent, le Congrès mondial des chambres de commerce qui se tiendra à Genève du 21 au 23 juin 2023 représente une opportunité pour la Suisse de «rappeler qu'elle est le berceau et le bastion du multilatéralisme», pour Vincent Subilia, directeur général de la Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG), qui a décroché l'organisation du sommet en 2019.

Si la neutralité suisse est régulièrement questionnée avec la reprise des sanctions à l'égard de la Russie, Vincent Subilia rappelle que Genève reste une terre d'accueil «qui favorise le dialogue, même dans les situations tendues, où chacun peut s'exprimer. Ce sont dans ces périodes qu'il faut expliquer la neutralité active du pays et sa position.»

Il se félicite notamment de la venue de la ministre de l'Économie du Kosovo et celle de Catalogne. «L'économie est un vecteur qui transcende les différends, poursuit-il. Ce congrès permet de rappeler le rôle clé des chambres de commerce. Dans un monde dématérialisé, nous sommes la courroie de transmission entre le politique et l'économique, le carrefour entre le local et l'international.» Pour la CCIG, il s'agit d'un événement unique, le plus important organisé de son histoire, avec plus de mille participants attendus à Genève.

**Julien de Weck** est journaliste, rédacteur en chef du magazine Bilan. Passé par la banque et la photographie, le print et les Internets. Histoires(s), défis d'aujourd'hui et solutions de demain.

[Plus d'infos](#)